

LES ISLAMISTES NE DÉSARMENT PAS

Le MSP s'en prend à Benghebrit

Le MSP accuse la ministre de l'Education nationale de «franciser» le système éducatif national, s'interrogeant si elle «profite» de la maladie du président de la République, ou si elle menait son projet «avec l'accord de ce dernier».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Les acteurs de la mouvance verte ont cela de particulier, ils ne perdent jamais de vue ce qui constitue leur vivier idéologique. Surtout quand celui-ci vient à être «menacé», comme ils le prétendent, ces jours-ci, avec la mise en application, dès septembre prochain, de la seconde génération des programmes scolaires.

Et tous les partis et autres relais de cette mouvance crient à l'atteinte à l'identité nationale, voire à la trahison, exigeant pour certains, le renvoi de la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit, accusée de rouler pour l'ancienne puissance coloniale en voulant, à tout prix, «franciser» notre système éducatif à la faveur de cette seconde génération de programmes.

Pour le président du MSP, qui organisait, hier, une conférence autour justement du système éducatif et les nouvelles réformes en vue, il y a vraiment «péril en la demeure», lui qui dit «regretter que la bataille de l'identité nationale et celle de l'école ne soient pas encore tranchées». Ce qui, ajoute-t-il, «nous aurait permis de nous concentrer sur les efforts de développement de notre école et bénéficier des avancées des autres dans le domaine».

«Il est encore regrettable que l'on soit encore à défendre notre identité supposée avoir été déjà tranchée», soutiendra Abderezzak Mokri pour qui «aucun système éducatif mené contre l'identité d'un peuple ne peut réussir et aboutir. Ceux qui pensent que les Algériens oublie-



Abderezzak Mokri, président du MSP.

ront leur identité se trompent».

Déclinant progressivement le fond de sa pensée, qui ne doit pas trop différer de celle de ses semblables de la mouvance verte, le président du MSP avouera toute son aversion pour

la langue de Molière, lui préférant celle de Shakespeare. Et Mokri d'estimer qu'«il n'y a pas d'indépendance pour l'Algérie si la langue de l'ancien colonisateur est celle de l'école, de l'université, des administrations et celle

des discussions des responsables de l'Etat». Ceci non sans tenter d'atténuer de la portée de son «argumentaire», faisant part de son «ouverture» sur les langues tout en insistant sur le fait que «l'enseignement ne doit se faire qu'en arabe».

Pour le président du MSP, «s'il y a échec de la première génération des programmes, c'est bien celui du système en place», s'interrogeant sur l'intérêt de Nouria Benghebrit à vouloir à tout prix «franciser l'école». «La ministre dit une chose et fait son contraire. Ne se fie-t-elle qu'à sa tête, dans l'ignorance totale du président de la République dont elle profite de la maladie ? Ou bien Abdelaziz Bouteflika consent-il à ce qu'entreprend la ministre ? Le Premier ministre est-il, lui aussi, au courant ?», s'interrogera-t-il, soutenant ne pas comprendre «ce flou sciemment entretenu».

M. K.

FAROUK KSENTINI :

«Sans l'indépendance de la justice...»

Maître Farouk Ksentini, invité hier, on ne sait plus combien de fois, de la rédaction de la Chaîne 3, tout en plaidant la cause des pouvoirs publics sur des questions fondamentales tels les droits de l'Homme ou les progrès substantiels dans l'application d'autres textes législatifs, a, sans le vouloir peut-être, émis des doutes sur l'indépendance de la justice.

Le président de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'Homme (CNCPPDH) s'est d'abord voulu rassurant quant à la consécration par des faits de la batterie de textes renforçant les droits de l'Homme chez nous. «Cela demande un certain temps pour la maturation», a-t-il expliqué tout en appelant à ce que l'application de ces textes soit «loyale et non dévoyée». Une petite réserve qui trouve son origine du fait que «depuis 1962, de très bons textes ont été adoptés dans notre pays, malheureusement, ils ont été appliqués d'une manière dévoyée, incorrecte, à telle enseigne que les choses ont été dénaturées au détriment des libertés, d'une justice indépendante, au détriment de la sécurité des citoyens».

La panacée dans la promotion des droits de l'Homme, c'est évidemment l'indépendance de la justice, a longuement argué Farouk Ksentini. C'est la solution incontournable, en dehors de laquelle rien ne pourra être obtenu. Il va falloir absolument revenir au principe constitutionnel selon lequel «le juge



Maître Farouk Ksentini, président de la CNCPPDH.

ne doit obéir qu'à la loi et à sa conscience» s'est-il laissé dire. Voulait-il laisser entendre que, jusque-là, le juge n'a pas obéi à la loi et à sa conscience ? On ne le saura malheureusement pas. En tous cas, une fois le principe de l'indépendance appliqué, nous sauverons la démocratie et la société, promet le président de la CNCPPDH. Il faut absolument une justice indépendante, «quel qu'en soit le prix» et pour ce faire, conseille Maître Ksentini, il va falloir que chacun, au niveau de l'institution judiciaire, prenne ses responsabilités et se dise qu'un magistrat n'est pas un fonctionnaire, pas un domestique. «Un magistrat, c'est quelqu'un dont le statut est particulier, dont le rôle est essentiel, celui d'appliquer la loi, de protéger les citoyens dans leur liberté et dans leur patrimoine. Il faut absolument que les magistrats soient à la hauteur sur le plan professionnel et sur le plan moral», revendique le garant de la protection des droits de l'Homme en Algérie qui n'a pas été par trente-six chemins pour expli-

quer ce qu'il a appelé «les insuffisances criantes» sur cette question de l'indépendance de la justice.

La faute à qui alors ? Il ne citera ni les interférences politiques ni une autre raison, tout est mis sur le dos de l'école. «Pour rendre une justice de qualité, il faut une formation de qualité».

On ne devient pas magistrat en ayant fait des études approximatives. La formation des juges a beaucoup pâti du niveau de l'école algérienne», a argumenté l'invité de la Chaîne 3. Sur un autre plan, en rapport direct avec l'actualité, par exemple le rapport annuel du Département d'Etat américain, rendu public mercredi dernier, qui remet en cause les droits de l'Homme, la liberté d'expression, ou encore la lutte contre la corruption en Algérie, Farouk Ksentini aura une réponse pour le moins sibylline puisque tout en trouvant ce rapport «extrêmement sévère», il préfère plutôt «le prendre tel quel parce que nous n'avons pas la même vision des choses que les Américains».

M. Azedine

**DISPERSION MUSCLÉE
DES ENSEIGNANTS
CONTRACTUELS**

Pour Benflis, le régime ne sait que réprimer

S'exprimant par rapport à la dispersion musclée des enseignants contractuels qui tenaient depuis une vingtaine de jours un sit-in à Boudouaou, aux portes de la capitale, le parti de l'Avant-garde des libertés estime que cela «ne peut provoquer que de profonds sentiments de réprobation et d'indignation».

Car, explique son président, Ali Benflis, dans un communiqué rendu public hier mardi, «la violence est dans la nature du régime politique en place tout comme l'écoute, le dialogue et la communication lui sont totalement étrangers».

Le régime politique sait parfaitement comment réprimer mais il lui est particulièrement difficile d'être attentif aux préoccupations de nos concitoyennes et de nos concitoyens et de ressentir le devoir qui est le sien de leur apporter des réponses convaincantes, crédibles et rassurantes».

Et d'ajouter que «dès lors qu'il n'est plus en position d'acheter la paix sociale, comme cela lui a été loisible jusqu'ici, ce même régime politique fait sans hésitation et sans retenue étalage de sa nature arbitraire, répressive et violente».

Pour Benflis, «la marche puis le rassemblement des enseignants contractuels à Boudouaou ont été un exemple de revendication sociale pacifique et un modèle de comportement citoyen responsable. Un comportement qui mérite d'être salué», regrettant que «les pouvoirs publics ne s'en soient pas inspirés dans leur gestion de cette revendication sociale légitime qui ne méritait pas une telle issue».

K. M.



Ali Benflis.